

Pacte budgétaire : "Enterrez ce traité !", dit Philippe Lamberts aux députés belges

Écrit par François Brabant
Vendredi, 15 Mars 2013 18:27 -



Nous publions ci-dessous, à titre de document, l'interview que l'eurodéputé Ecolo Philippe Lamberts a accordée à l'hebdomadaire Le Vif, ce 14 mars. Nous ne partageons pas toutes les opinions exprimées ici par M. Lamberts. Nous estimons en particulier que la dette publique doit être contestée dans son fondement, en tant que mécanisme de transfert des richesses des pauvres vers les riches. Mais nous sommes d'accord avec sa dénonciation du Traité sur la Stabilité, la Convergence et la Gouvernance (TSCG) et nous saluons l'homme qui, courageusement, ose dire son intime conviction: "Le TSCG donne une valeur quasi constitutionnelle au fait qu'on doit continuer à rouler plein gaz vers le mur. Je crains que l'impact se révèle assez dur. L'idéologie libérale des années 1980 va être gravée dans le marbre d'un texte quasi constitutionnel. Accepter ça, ce serait une défaite pour ceux qui croient à la démocratie, c'est-à-dire à l'alternance des forces au pouvoir. Ce serait une erreur majeure de laisser passer un truc pareil." Ajoutons que cette prise de position indique que l'espace possible d'une alternative de gauche est sans doute plus large qu'il n'y paraît à première vue. (**LCR-Web**)

Pacte budgétaire : "Enterrez ce traité !", dit Philippe Lamberts aux députés belges

"Laisser passer ce truc serait une erreur majeure", lance l'eurodéputé vert Philippe Lamberts à propos du traité budgétaire européen, un texte que son parti s'apprête pourtant à ratifier au parlement wallon. Voici une interview qui ne plaira pas à Jean-Marc Nollet, Emily Hoyos et autres galonnés d'Ecolo.

Philippe Lamberts est un écolo atypique. Député européen depuis 2009, cet ingénieur occupait jusque-là une fonction de cadre supérieur chez le géant informatique IBM, où il est entré en 1987. Au sein de son parti, il fait figure de "non-aligné". L'an passé, quand Jean-Michel Javaux a annoncé qu'il quittait la présidence d'Ecolo, il a été l'un de ceux qui ont poussé en coulisses

un scénario alternatif au duo Emily Hoyos-Olivier Deleuze. Reconnu au parlement européen pour son côté "bûcheur", Philippe Lamberts s'est spécialisé dans les matières bancaires et financières. Ce qui lui a valu, voici deux semaines, un portrait pleine page dans le Financial Times. Son titre ? "L'ennemi numéro 1 de la City". Pour Le Vif/L'Express, il sort de sa réserve et dit tout le mal qu'il pense du "Pacte budgétaire". Un texte que les parlementaires belges devront ratifier dans les semaines à venir, et à propos duquel Ecolo n'a (officiellement) pas encore arrêté sa position.

Le Vif/L'Express : Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de la zone euro (TSCG), mieux connu sous le nom de « Pacte budgétaire », sera bientôt soumis à ratification dans les différentes assemblées du pays. Pour vous, comment doivent se positionner les parlementaires belges ?

Philippe Lamberts : Le traité ne fait que reprendre, en les durcissant légèrement, les règles de discipline budgétaires comprises dans le « six pack », un ensemble de six mesures qui sont d'application depuis décembre 2011. Trois d'entre elles concernent des aspects budgétaires et renforcent le Pacte de stabilité. Au parlement européen, nous, les Verts, nous avons voté contre ces règles-là. Parce qu'on pense qu'elles sont biaisées et mal foutues, et qu'elles relèvent en outre de l'inscription dans des textes légaux de l'idéologie libérale des années 1980. Comment se fait-il que les autorités européennes se montrent aussi laxistes à propos de la dette des banques, mais à ce point rigoristes, voire intégristes, concernant la dette financière publique ?

Le Pacte budgétaire limite à 0,5 % le déficit structurel autorisé, au lieu de 1 % auparavant. La Commission et le Conseil européen n'ont-ils pas raison de prévoir des mécanismes pour empêcher les Etats de trop s'endetter ?

La dette constitue-t-elle un fardeau qu'on transmet aux générations futures ? Oui, c'est vrai. Inscrire dans des textes de loi des mécanismes qui empêchent d'alourdir la dette qui pèsera sur les générations futures, oui, cela a du sens. Mais si vous léguez aux générations futures 25 % d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté, vous ne leur rendez pas service non plus. En 2007, au début de la crise bancaire, 21 % d'Européens étaient pauvres. Depuis lors, cette proportion a augmenté au rythme de 1 % par an. On a maintenant dépassé la barre des 25 %, et ça continue d'augmenter. Se focaliser uniquement sur la dette financière publique peut se révéler contre-productif. En fait, on est en train d'aggraver le fardeau qui pèsera sur les générations futures.

Vous avez voté contre le « six pack » au parlement européen. Estimez-vous que les députés belges doivent se comporter de la même manière quand ils auront à se prononcer sur la transposition du traité budgétaire en droit belge ?

Les écologistes ont voté contre le « six pack », je n'ai aucune raison de penser qu'il faut faire autrement lorsqu'il s'agit d'inscrire ces règles-là dans un traité beaucoup plus difficile à modifier qu'un simple texte législatif. Le « six pack » a été adopté à la majorité, donc on peut espérer le changer si, demain, une autre majorité politique se dégage en Europe. Par contre, si ces règles-là sont coulées dans l'airain d'un traité international, il sera infiniment plus difficile de les modifier. Le TSCG donne une valeur quasi constitutionnelle au fait qu'on doit continuer à rouler plein gaz vers le mur. Je crains que l'impact se révèle assez dur. L'idéologie libérale des années 1980 va être gravée dans le marbre d'un texte quasi constitutionnel. Accepter ça, ce serait une défaite pour ceux qui croient à la démocratie, c'est-à-dire à l'alternance des forces au pouvoir. Ce serait une erreur majeure de laisser passer un truc pareil.

Mais le Premier ministre Elio Di Rupo a déjà signé le traité, en mars 2012, tout comme la plupart des autres chefs d'Etat et de gouvernement européens. Si elle ne ratifie pas le texte, la Belgique ne perdra-t-elle pas sa crédibilité sur la scène internationale ?

J'ai envie de dire aux députés qui vont devoir voter le traité : écoutez, les gars, la Belgique n'a pas besoin de ratifier ce traité. Les seuls pays qui ont vraiment intérêt à le ratifier sont ceux qui sont susceptibles de faire appel au Fonds européen de secours. L'Allemagne a en effet imposé comme condition, pour bénéficier de l'aide du Fonds, d'avoir préalablement ratifié le Pacte budgétaire. Mais ce Fonds, la Belgique n'en aura pas besoin. J'invite tout le monde à se poser la question : quelles seraient les conséquences d'une non-ratification du TSCG ?

Quel conseil donnez-vous aux parlementaires belges, et en particulier aux parlementaires Ecolo ?

Je leur conseille d'enterrer ce traité, tout simplement. La Belgique a à sa tête un Premier ministre, dont les troupes ne perdent jamais une occasion de gueuler que l'austérité nous mène droit dans le mur, et qu'il est temps de relâcher la pression. Eh bien, s'il faut changer de cap en Europe, comme le parti du Premier ministre n'arrête pas de le répéter, voilà une merveilleuse occasion de le faire. Il ne serait pas insensé que la Belgique mette le processus de ratification au frigo. Le bon sens, de la part des parlementaires belges, serait de ne pas ratifier ce texte. Ce conseil s'adresse à tous les députés, et en particulier à ceux qui, quinze jours par an, se disent

Écrit par François Brabant
Vendredi, 15 Mars 2013 18:27 -

de gauche. On a déjà commis assez d'erreurs en se soumettant à des impératifs européens absurdes, ça suffit comme ça.

Pour sortir de la crise, l'Europe n'a-t-elle pas raison de resserrer la discipline budgétaire, en empêchant les Etats de laisser filer leurs déficits ?

Allons. Qu'on ne vienne pas me dire que ce remède de cheval paye. Si au moins l'austérité montrait des résultats au niveau macroéconomique, je pourrais dire : je ne suis pas d'accord, idéologiquement, mais je dois bien reconnaître que ça marche. Au lieu de ça, on vit une situation de guerre de religion, un peu comme si Galilée avait démontré que la Terre est en mouvement, mais que nos grandes autorités morales s'obstinaient à le démentir. Les gardiens du temple, à la Commission européenne, nous disent : ayez la vraie foi, croyez dans l'austérité ! Si la réalité ne correspond pas à la pensée unique, eh bien, la réalité a tort ! Il est temps qu'on mette un terme à cet aveuglement. Des dirigeants politiques responsables ne peuvent plus cautionner ça. Mais j'insiste par ailleurs : je ne suis pas du tout partisan de budgets publics incontrôlés.

Depuis plusieurs mois, il plane une incertitude quant au moment exact où le traité sera mis à l'ordre du jour au parlement fédéral et dans les parlements régionaux. Comment l'interprétez-vous ?

Pour les éminences socialistes, je pense que l'objectif était de choisir le moment approprié pour faire passer le truc sans que ça se voit.

Ecolo siège dans la majorité à la Région wallonne. Vos collègues du parlement wallon vont sans doute voter pour le TSCG. Heureux de ne pas être à leur place ?

Ma position est plus confortable. Je n'aurai pas à voter pour et j'en suis bien content. Tout ce que je peux dire, c'est que je pense ne pas m'être trompé en votant contre quand ces règles ont été présentées au parlement européen.

Pacte budgétaire : "Enterrez ce traité !", dit Philippe Lamberts aux députés belges

Écrit par François Brabant

Vendredi, 15 Mars 2013 18:27 -

Source : <http://www.levif.be>